



## Déclaration liminaire du Sgen-CFDT CSA du 20 janvier 2023

Acad\_Grenoble

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Tout d'abord nous vous adressons nos meilleurs vœux, en espérant que cette nouvelle instance sera le lieu d'un dialogue social constructif.

Hier toute la CFDT était dans les manifestations unitaires pour faire barrage au projet de réforme des retraites injuste et inefficace. Elle continuera de se battre contre toute mesure pénalisant les plus précaires et les carrières longues, tel le report de l'âge légal. La CFDT a toujours su prendre ses responsabilités pour préserver le système par répartition, et pour promouvoir des mesures plus justes. Face à la surdité du gouvernement, la CFDT appelle à nouveau à la mobilisation le mardi 31 janvier.

Les groupes de travail sur la voie professionnelle prennent fin prochainement. Pour la CFDT, le lycée professionnel ne doit pas s'inscrire dans une logique de formation strictement adéquationniste. Notamment, le projet d'augmenter de 50 % les PFMP en CAP et en Bac Pro est une ligne rouge pour la CFDT. Le Sgen-CFDT revendique un lycée polyvalent qui permet à chacun et chacune de trouver sa voie grâce à des modalités et pédagogies adaptées. C'est pourquoi le Sgen-CFDT est fermement opposé à cette disposition simpliste, inadaptée et contraire à notre projet pour l'école.

Aujourd'hui nous examinons la préparation de rentrée 2023.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, le Sgen-CFDT considère que les moyens alloués sont insuffisants, notamment au regard des priorités ministérielles. L'intensification du travail se poursuit malheureusement sans être compensée par des créations de postes. En particulier, la mise en œuvre de l'École inclusive sans moyens d'enseignement supplémentaires dans les écoles engendre de nombreuses situations de souffrance au travail. Pour le Sgen-CFDT, il est urgent de mener une réflexion globale sur ce qu'est l'École inclusive et convoquer les moyens qu'elle nécessite pour se réaliser pleinement et être source de bien-être autant pour les personnels que pour les élèves.

Dans le 2<sup>nd</sup> degré, nationalement la baisse du nombre d'élèves est minime pour la rentrée 2023, pourtant les suppressions de postes sont loin d'être négligeables.

École inclusive, mixité sociale, lutte contre les inégalités scolaires, éducation à l'égalité, à la citoyenneté, accompagnement des élèves, autant d'éléments pour une politique éducative ambitieuse concourant à la réussite de chaque élève. Mais les moyens ne sont pas à la hauteur de ces ambitions !

Après la confusion sur l'intervention des Professeurs des écoles au collège, c'est la découverte brutale dans la presse de la suppression de la technologie en 6<sup>ème</sup> : la réalité du travail en collège est décidément bien ignorée ! Ces annonces en pleine période d'arrivée des Dotations Globales sont incompréhensibles et inacceptables.

Par ailleurs, étudier en janvier les postes spécifiques nationaux, alors que les demandes de mutations sont déjà terminées, c'est clairement ignorer le dialogue social.

Pour finir, les indices de position sociale (IPS) sont maintenant publiés pour les écoles, les collèges et les lycées. Or, actuellement les Dotations globales des lycées sont calculées sans tenir compte de ce paramètre, si ce n'est à hauteur d'environ 0,4 % avec 6h d'allocation progressive des moyens ; cela ne nous paraît pas juste. Nous souhaitons qu'une réflexion s'ouvre pour que les moyens horaires prennent mieux en compte les inégalités entre établissements.